

Les stratégies pour l'Indo-Pacifique vues de l'Indo-Pacifique : perceptions, positionnements et perspectives critiques

Avec sa croissance économique soutenue et son rôle central dans les échanges mondiaux, la région Indo-Pacifique s'impose comme un acteur clé des relations internationales, tant sur le plan économique que sécuritaire. En réponse à la montée en puissance de la Chine, les stratégies pour l'Indo-Pacifique (SIP) se sont multipliées ces dernières années, notamment au Canada et au Québec, qui ont chacun formulé leur propre vision.

Quelques années après leur lancement, il devient essentiel d'évaluer les effets concrets de ces SIP, en intégrant les perceptions des acteurs locaux. Dans cette optique, la bourse de recherche conjointe Canada-Asie a permis l'organisation de deux événements à Montréal (Canada) et Manille (Philippines), réunissant la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques du CÉRIUM — une collaboration interuniversitaire entre l'Université de Montréal, l'Université du Québec à Montréal et HEC Montréal — ainsi que le Third World Studies Center et le Dean's Office of the College of Social Sciences and Philosophy de l'Université des Philippines.

Ces rencontres visaient à donner la parole aux spécialistes de la région sur les SIP, en particulier celle du Canada, dans un contexte diplomatique où comprendre les perceptions locales devient crucial pour ajuster les initiatives canadiennes. Ce rapport regroupe les trois comptes rendus des colloques de la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques du CÉRIUM, articulés autour de trois axes politiques majeurs.

La première contribution de Jozef Rivest et Yann Roche explore les enjeux diplomatiques et stratégiques en analysant les effets des tensions sino-américaines sur les politiques étrangères en Indo-Pacifique, avec un accent sur les stratégies des puissances moyennes comme la Corée du Sud et les enjeux sécuritaires dans les zones à forte tension telles que Taïwan et la mer de Chine méridionale.

Ari Van Assche et Yaxin Zhou abordent ensuite les dimensions économiques et commerciales, en proposant une stratégie en cinq volets — Préserver, Protéger, Promouvoir, Partenariat et Préparer — pour renforcer la sécurité économique et la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales face aux pressions géopolitiques dans un contexte Trump 2.0.

Enfin, Margaux Maurel et Dominique Caouette analysent les dynamiques socio-économiques et politiques de l'Indo-Pacifique à travers une approche intersectionnelle, mettant en lumière les systèmes extractivistes genrés, la répression numérique transnationale et les formes d'agentivité portées par les communautés locales, ainsi que la manière dont celles-ci mobilisent des savoirs et des résistances pour redéfinir leurs territoires et leurs droits.

Ces contributions apportent un éclairage sur les initiatives canadiennes et québécoises en Indo-Pacifique à travers les perceptions des acteurs de la région. En mobilisant ces expertises régionales, cette initiative contribue à affiner les stratégies canadiennes et québécoises en les ancrant dans les réalités géopolitiques, économiques et sociales de l'Indo-Pacifique.

LES CINQ P DE LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

Par Ari Van Assche (HEC Montréal) et Yaxin Zhou (Université de Montréal)

Les chaînes d'approvisionnement mondiales ne semblent connaître aucun répit. Au cours des cinq dernières années, elles ont été mises à rude épreuve par les incertitudes économiques persistantes et des goulets d'étranglement logistiques nationaux. Aujourd'hui, à l'ère Donald Trump 2.0, un nombre croissant de pays se trouvent sous la menace constante de mesures tarifaires et de perturbations des échanges internationaux.

Lors du panel « Sécurité économique et résilience des chaînes de valeur mondiales » au colloque annuel de la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM), Ari Van Assche (HEC Montréal) a animé une discussion avec Kensuke Yanagida (chercheur associé, Japan Institute of International Affairs), Rita Chen (Directrice générale, Bureau économique et culturel de Taipei à Montréal) et William Polushin (Directeur, Relations internationales à la Banque de développement du Canada) afin d'explorer des solutions pour renforcer les chaînes d'approvisionnement et garantir la sécurité économique. Les leçons de la discussion peuvent être résumées en cinq P : **Préserver**, **Protéger**, **Promouvoir**, **Partenariat** et **Préparer**.

Préserver : Les panélistes ont convenu que la pierre angulaire pour une stratégie en matière de chaînes d'approvisionnement réside dans la préservation du système commercial mondial fondé sur des règles. Pour la plupart des produits, la mondialisation des chaînes d'approvisionnement constitue un levier essentiel de notre prospérité. Selon M. Polushin, « l'exportation peut être une tâche complexe, mais les avantages sont indéniables ». Pour optimiser davantage les chaînes d'approvisionnement, il est crucial pour les pays de mettre en œuvre des mesures concrètes visant à soutenir les institutions multilatérales, à faciliter le commerce tant à l'échelle nationale qu'internationale, à moderniser les infrastructures de transport vieillissantes et à établir des normes de traçabilité rigoureuses, permettant aux entreprises d'améliorer leur cartographie des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Protéger : Dans certains secteurs stratégiques essentiels à la stabilité économique des nations, le risque de points de blocage demeure néanmoins une réalité. Ces points de blocage surviennent lorsqu'un seul pays détient un quasi-monopole sur un composant indispensable qui est difficilement remplaçable. Ce pays pourrait exploiter ces points de blocage à des fins stratégiques, en restreignant l'accès à ces ressources clés pour exercer une pression économique ou géopolitique. En 2019, par exemple, le Japon a tiré parti de sa domination dans les produits chimiques de haute technologie pour sanctionner la Corée du Sud dans le cadre d'un différend politique, en restreignant l'exportation de matériaux essentiels à la fabrication de semi-conducteurs et d'écrans d'affichage coréens. M. Yanagida a également souligné que la domination de la Chine dans le secteur des terres rares représente un point de blocage pour le Japon. Pour les nations commerçantes, il est essentiel d'atténuer les risques liés à ces points de blocage en diversifiant leurs sources d'approvisionnement grâce au « friendshoring » et en renforçant leurs capacités de production nationale via le « onshoring ». En 2016, par exemple, le gouvernement de Taïwan a lancé la politique « New Southbound » afin de renforcer les relations économiques,

commerciales et culturelles de l'île avec les pays de l'Asie du Sud et de l'Océanie. Ce type de stratégies permet de sécuriser les chaînes d'approvisionnement, de réduire la dépendance aux fournisseurs monopolistiques et de préserver leur compétitivité sur la scène mondiale.

Promouvoir : Heureusement, les nations commerçantes disposent également de leviers stratégiques pour faire face aux pressions économiques. Chaque pays détient des points forts, se spécialisant dans la production de composants essentiels aux chaînes d'approvisionnement de ses principaux partenaires commerciaux. Par exemple, le Canada se distingue par ses ressources en minéraux critiques, en énergie, en technologies médicales et en composants automobiles. Taïwan, quant à lui, excelle dans la fabrication de semi-conducteurs, tandis que le Japon a des points forts en batteries électriques. En renforçant ses points forts, une nation commerçante peut mieux résister aux menaces et façonner ses engagements stratégiques avec ces nations.

Partenariat : Lors du panel, il était évident que les partenariats internationaux jouent un rôle crucial pour les nations commerçantes, en raison d'intérêts communs et de préoccupations partagées, ainsi que de structures économiques complémentaires. Alors que le Canada cherche à diversifier ses marchés pour ses ressources naturelles, les pays de l'Indo-Pacifique, en particulier ceux d'Asie du Sud-Est en pleine industrialisation, sont à la recherche de sources d'énergie plus vertes. Par ailleurs, avec les pays d'Asie de l'Est, le Canada a l'opportunité de faire progresser ses projets de recherche scientifique et de haute technologie, tandis qu'avec les pays d'Asie du Sud-Est et du Sud, le Canada peut contribuer au développement d'infrastructures régionales, en particulier dans des secteurs essentiels à la connectivité de demain, tels que le numérique. M. Polushin a souligné l'importance de la stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, tandis que M. Chen a évoqué le « Collaborative Framework on Supply Chains Resilience » entre le Canada et Taïwan.

Préparer : Afin de développer une stratégie de chaînes d'approvisionnement qui préserve, protège, promeut et développe des partenariats, il est important que les nations commerçantes soient bien préparées. Les nations commerçantes doivent développer un cadre intégré et axé sur les données pour identifier, surveiller et atténuer les risques de point de blocage dans les secteurs qui sont stratégiques pour leur prospérité. Elles doivent adopter une approche similaire fondée sur les données pour identifier, surveiller et renforcer leurs points forts au sein des secteurs considérés stratégiques par nos principaux partenaires commerciaux. Elles doivent développer des partenariats stratégiques avec des pays « alignés » pour renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Et elles doivent développer des stratégies pour défendre les règles du commerce mondial.

En résumé : les chaînes d'approvisionnement mondiales se trouvent à un tournant critique autour du monde. Confrontées à des défis majeurs, elles ne sont pourtant pas condamnées à une instabilité insurmontable. En développant une stratégie compréhensive fondée sur les cinq P, les nations commerçantes en Amérique du Nord et en Indo-Pacifique peuvent transformer ces défis en opportunités.

INDO-PACIFIQUE : RÉPERCUSSIONS DE L'ÉVOLUTION DES TENSIONS SINO-AMÉRICAINES SUR LES POLITIQUES ÉTRANGÈRES DANS LA RÉGION

Par Jozef Rivest (Université de Montréal) et Yann Roche (Université du Québec à Montréal)

L'équilibre géopolitique établi à la suite de la Guerre froide est confronté à des pressions et des défis importants susceptibles de redessiner l'ordre international. L'Indo-Pacifique est, quant à elle, portée à l'avant-scène par les stratégies pour la région mises sur pied par de nombreux pays, incluant le Canada depuis 2022.

D'ailleurs, cette immense région est le théâtre de nombreux enjeux. Bon nombre de ceux-ci sont liés, de manière plus ou moins directe, à une relation sino-américaine dont l'évolution, sous l'administration Trump, comporte des zones d'ombre et suscite des questionnements. Dans le cadre du colloque annuel de la Chaire d'études asiatiques et Indo-Pacifiques du CÉRIUM, tenu en février 2025, l'un des panels portait spécifiquement sur la réorientation des politiques étrangères en Indo-Pacifique. Trois chercheurs provenant de la région, Won Deuk Cho, professeur adjoint au Département des études Indo-Pacifiques de la Korea National Diplomatic Academy, Jeffrey Ordaniel, professeur agrégé en études en sécurité internationale de la Tokyo International University et Ting-Sheng Lin, professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, ont présenté des cas d'étude illustrant la complexité de ces défis.

Corée du Sud

C'est par l'exemple de la Corée du Sud que le Dr Cho a évoqué comment les récents changements géopolitiques mènent à une transformation importante de la politique étrangère des États. Ces derniers voient leurs approches traditionnelles radicalement modifiées.

Alors qu'historiquement les relations avec le Nord ainsi que les questions de la réunification de la péninsule étaient les sujets principaux de la politique étrangère coréenne, le pays doit aujourd'hui aller au-delà de sa réalité géographique immédiate. L'ordre international libéral faisant face à d'importants défis, le pays doit maintenant s'interroger sur sa place dans la hiérarchie du pouvoir, ainsi que sur sa perception vis-à-vis de cet ordre.

Le contexte offre à la Corée du Sud une certaine fenêtre d'opportunité. En effet, forte de plusieurs décennies de croissance économique et d'une image de démocratie libérale, elle a maintenant les moyens de se positionner comme actrice importante dans le concert des nations, notamment au sein des pays qui partagent les mêmes valeurs.

Mer de Chine

Le Dr Jeffrey Ordaniel a pour sa part présenté la mer de Chine méridionale comme un espace central au sein duquel les rivalités géopolitiques actuelles s'exercent avec une intensité particulière. Cette zone se situe en effet au cœur du commerce maritime régional et international tout en étant l'objet de fortes tensions territoriales. Depuis plusieurs années, la République populaire de Chine (RPC) y utilise des tactiques coercitives et d'intimidation pour en revendiquer la quasi-totalité. Se fondant sur des sources historiques, elle intègre ce bassin océanique et ses ressources à la représentation de son territoire, qui inclut aussi Taïwan, à travers ce qu'on appelle couramment la « ligne en 10 traits ».

Pour mieux asseoir ses revendications sur la mer de Chine du Sud, la RPC a recours à des tactiques dites de « zones grises » qui poussent l'affirmation territoriale jusqu'à la limite, tout en évitant l'agression armée qui serait présentée comme une déclaration de guerre et qui risquerait de déclencher la protection des alliances. Le cas du récif Mischief qui a connu une militarisation importante depuis quelques années, ainsi que de fréquents actes d'intimidation vis-à-vis des navires de pêche et de la garde côtière des Philippines illustrent cette stratégie.

Ce jeu d'intimidation et de confrontation est dangereux et comprend un potentiel de dérapage et d'escalade avec les pays de la région. Mais l'élément crucial de cette situation est le rôle de l'engagement américain dans la dissuasion, et par extension dans la relative stabilité de la région. Or, cet engagement est plus que jamais l'objet de questionnements, un risque non négligeable de perte de crédibilité des alliances et d'amoindrissement de l'effet dissuasif est donc à craindre.

Taïwan

L'île est confrontée à la menace constante d'une invasion de la part de la Chine continentale qui la considère comme une province rebelle qui doit être réintégrée au continent. Ting-Sheng Lin la décrit comme un bastion démocratique en Asie de l'Est, mais surtout comme un enjeu de centralité, et ce sur plusieurs dimensions.

Tout d'abord, l'île est centrale sur les plans sécuritaire et stratégique dans la région. Elle se trouve au centre de la première chaîne d'îles, qui s'étire du Japon jusqu'aux Philippines, et qui limite l'accès de la Chine au Pacifique. Dans le cas où l'île serait réintégrée au continent, Pékin s'ouvrirait ainsi une voie d'accès importante vers l'océan Pacifique. De plus, son littoral oriental offrirait à la RPC l'opportunité de construire un port en eau profonde qui permettrait notamment le déploiement de sa flotte de sous-marins nucléaires.

La domination des entreprises taïwanaises dans le marché des semi-conducteurs positionne aussi l'île au cœur des chaînes de production et des technologies critiques. Ces pièces sont cruciales pour le monde technologique dans lequel nous vivons. Que ce soit pour les biens de consommation, le transport, les appareils militaires et le développement

de l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs permettent le fonctionnement et la haute performance de ces appareils. La technologie taïwanaise reste inégalée à ce jour, et ce, malgré les investissements massifs de la part des États-Unis et de la Chine.

Finalement, Taïwan joue un rôle de plaque tournante dans la distribution des câbles sous-marins entre l'Asie et les Amériques. L'aspect central et incontournable de Taïwan est donc aussi synonyme de grande vulnérabilité. Ses atouts stratégiques et économiques en font un objet de convoitise et la placent au cœur de la rivalité sino-américaine.

Conclusion

La région de l'Indo-Pacifique a une importance croissante à tous les niveaux. Elle est l'un des principaux théâtres mondiaux d'action et de tension économique et géopolitique. Les cas de Taïwan et de la mer de Chine méridionale illustrent la complexité et la multi-dimensionnalisé de ces enjeux sécuritaires. Une analyse limitée aux enjeux de puissance militaire occulterait une partie importante du portrait sécuritaire global. L'accès et la sécurisation des lignes de commerce et de communication ainsi que l'accès aux technologies critiques sont aussi d'importantes composantes qui complexifient les dynamiques géostratégiques dans la région.

Le cas de la Corée du Sud illustre un autre aspect fondamental, à savoir l'ambivalence américaine et le rôle des puissances moyennes. Le rôle des États-Unis sur la scène internationale est plus ou moins proactif en fonction de la personnalité et des orientations de leur président, ce qui peut mettre à mal l'ordre international libéral. Les récents décrets du président actuel semblent envoyer le message selon lequel le soutien de Washington ne sera pas inconditionnel. Les puissances moyennes - comme la Corée du Sud, le Japon et le Canada - attachées à cet ordre - doivent alors se positionner comme des acteurs de premiers plans afin de promouvoir un ordre international fondé sur les règles. Dans le contexte actuel, plusieurs questions méritent donc d'être soulevées. Jusqu'où ira l'isolationnisme américain? Qu'en sera-t-il de « l'après-Trump »? Face à ces incertitudes, quel rôle les puissances moyennes se donneront-elles? Resteront-elles passives ou, au contraire, miseront-elles sur leur statut et leur identité pour occuper ce vide? La prochaine décennie sera-t-elle celle des puissances moyennes?

ENJEUX SOCIO-ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES EN INDO-PACIFIQUE - PERSPECTIVES TRANSVERSALES ET INTERSECTIONNELLES

Par Margaux Maurel (HEC Montréal) et Dominique Caouette (Université de Montréal)

Loin d'être une abstraction géopolitique, l'Indo-Pacifique se vit au quotidien à travers des pratiques et des expériences incarnées par les communautés qui habitent cette région. Cet espace est façonné par des matérialités complexes, notamment les dynamiques migratoires, les réalités économiques, de travail et les pratiques de gouvernance. Les enjeux intersectionnels, d'iniquité sociale et les processus transnationaux traversent l'ensemble indo-pacifique. Il devient dès lors indispensable d'explorer les perspectives des communautés afin de comprendre les répercussions socio-économiques et politiques qui se manifestent concrètement à l'échelle locale.

Des systèmes extractivistes genrés

Adoptant une perspective féministe décoloniale critique, la professeure Rachel Silvey souligne les dimensions genrées et intersectionnelles des systèmes migratoires et des régimes de travail. Les migrations de travail (*gendered work*) en Indonésie sont profondément genrées, avec une forte concentration de femmes dans les emplois précaires et peu réglementés, tels que le travail domestique ou les plantations. Ces secteurs reposent sur l'exploitation des corps féminins, une marchandisation du travail des migrant.e.s et une division sexuelle du travail qui assigne aux femmes des rôles liés aux soins (*care work*), souvent sous-payés et dépourvus de protection sociale. Les systèmes extractivistes en place dans la région exploitent ainsi les corps des travailleuses tout en invisibilisant leurs contributions au marché du travail, en mettant en place des politiques d'exportation de main-d'œuvre. Rachel Silvey remet en question les cadres légaux et normatifs qui encadrent la migration et souligne le rôle des États et des entreprises dans la marchandisation du travail des migrantes et la reproduction des inégalités structurelles. Les expériences de ces femmes ne sont cependant pas monolithiques, mais varient en fonction de leur statut socio-économique, de leur origine ethnique et de leur classe sociale, d'où l'importance d'adopter une perspective intersectionnelle pour mieux appréhender les migrations transnationales.

Rôles des États dans le recul des droits de la personne

Nombre d'États de l'Indo-Pacifique jouent également un rôle substantiel dans le recul des droits de la personne, la censure et la surveillance accrue, notamment en ligne. Marie Lamensch définit « l'autoritarisme numérique » comme le recours à l'utilisation massive de nouvelles technologies pour fragiliser la confiance dans les institutions publiques, porter atteinte aux libertés et accroître la surveillance. Les États autoritaires exercent désormais une répression transnationale, s'étendant au-delà de leurs frontières pour réprimer, menacer et surveiller les membres dissidents ou supposés de leurs diasporas, y compris leur famille, et aussi les journalistes. Le manque de traçabilité permet à ces États de contrôler l'opposition en toute

impunité et d'instaurer un climat de peur, du fait de l'absence quasi totale de responsabilisation. Ces États participent également au contrôle et à la manipulation des données et d'Internet, à la diffusion de la désinformation et à l'amplification de la haine en ligne, en particulier lors de conflits religieux. Nous pouvons penser ici au Myanmar en 2017 avec des appels à la haine et au génocide, au Sri Lanka en 2018 avec les massacres des minorités musulmanes ou encore à la situation des Ouïghours en Chine.

Ces politiques de surveillance, de contrôle et de répression ont non seulement un caractère transnational, mais aussi intersectionnel. Marie Lamensh évoque le mouvement MeToo en Chine, qui a pris de l'ampleur à partir de 2018, mais aussi la puissance du ressac (« backlash ») par les groupes antiféministes et masculinistes. La professeure Dolores Chew souligne la passivité, voire l'absence de l'État indien sur certains aspects. En effet, la Constitution indienne garantit l'égalité des droits, mais elle n'est pas appliquée au niveau local. L'État indien patriarcal et ethno-nationaliste traite de manière asymétrique les violences sexuelles à l'encontre des femmes en fonction de leur caste et leur religion. Les femmes dalits subissent une oppression à l'intersection des dimensions de genre, de classe sociale et de caste. Autant Marie Lamensh que Dolores Chew soulignent la grande vulnérabilité des groupes minoritaires marginalisés, y compris les membres des peuples autochtones.

L'agentivité des communautés

L'agentivité (*agency*) au niveau local est peu documentée, l'accent est plutôt mis sur la victimisation alors même que les communautés ne sont pas passives. Dolores Chew évoque les grandes manifestations paysannes en Inde en 2020-2021 contre trois lois agricoles adoptées par le Parlement indien en 2020. Contestant l'ordre néolibéral malgré la répression policière, les syndicats paysans ont dénoncé la suppression des prix réglementés par les intermédiaires, ce qui laisse les paysans vulnérables face aux grandes entreprises qui peuvent imposer des prix à la baisse. Après douze mois de manifestations, la Cour suprême a suspendu les réformes. Le mouvement paysan a persisté et a continué de réclamer le retrait des lois concernées. Finalement, le gouvernement Modi a cédé en novembre 2021 (2). Plus récemment, un nouveau mouvement paysan a émergé en février 2024, cette-ci fois pour dénoncer l'inflation et l'augmentation de la pauvreté en milieu rural.

L'État dispose d'outils qui lui permettent de définir unilatéralement ce qui est reconnu, ce qui est important et légitime, et selon quelles conditions (3). Le géographe Joseph Palis souligne que l'utilisation de la cartographie peut être un instrument important de contrôle et de pouvoir (4). Au même moment, à travers le *counter-mapping*, les communautés locales peuvent produire leur propre rapport au territoire, affirmant que leur savoir quotidien dépasse celui des cartes officielles. La localisation produit un ancrage identitaire où les lieux physiques façonnent leurs récits. Les cartes sont ancrées dans leur vie quotidienne. Les géo-narrations permettent d'interpréter les histoires orales et les biographies, réécrivant et imaginant des espaces et des significations autrement invisibles. Plus que de simples représentations géographiques, les cartes deviennent des instantanés des expériences vécues, capturant des négociations constantes entre lieux, corps et émotions. Dans cette démarche, elles offrent des « géographies de l'espoir », donnant voix aux récits marginalisés, reconnaissant la complexité relationnelle des territoires habités.

Synthèse:

Les réalités de l'Asie du Sud-Est et de l'Indo-Pacifique se vivent à trois échelles distinctes, mais interconnectées et qui s'influencent mutuellement. Au niveau local, les communautés font preuve d'agentivité pour remettre en cause l'ordre établi et créer leurs propres narratifs. Au niveau national, l'État contrôle, surveille et orchestre de plus en plus la répression de l'opposition et l'agentivité des mouvements progressistes dans un contexte de recul démocratique. Au niveau transnational, l'État dépasse les frontières en mettant en place des politiques d'exportation de main-d'œuvre, tandis que la surveillance et la répression en ligne s'étendent au-delà de l'espace national. Les compagnies multinationales de même que les migrant.e.s traversent eux et elles aussi les frontières, avec des impacts socio-économiques et politiques complexes qu'il convient de comprendre avec une perspective intersectionnelle.

Références

Dolores Chew, Professeure au Marianopolis College, Professeur associée et affiliée à l'Institut Simone de Beauvoir, Université de Concordia
Marie Lamensh, Chargée des affaires mondiales, cofondatrice du Montreal Institute for Global Security
Joseph Palis, Professeur de géographie, Université des Philippines Diliman
Rachel Silvey, Professeur de géographie et d'urbanisme, Université de Toronto

Bibliographie

1. « Inde : en renonçant à sa réforme agricole, Narendra Modi cède pour la première fois lors d'un conflit social », Le Monde.fr, 19 novembre 2021
2. Scott, J. C. (2020). Seeing like a state: How certain schemes to improve the human condition have failed. Yale University Press.
3. Harley, J. B. (2008). Maps, knowledge, and power. In *Geographic Thought* (pp. 129-148). Routledge.
4. Ibid.